

Droit à l'image

Source : Service Public

A quoi sert le droit à l'image ?

Le droit à l'image vous permet de faire respecter **votre droit au respect de la vie privée**. Ainsi, il est nécessaire d'avoir **votre accord écrit** pour utiliser votre image (diffusion, publication, reproduction ou commercialisation).

L'image peut être une photo ou une vidéo sur laquelle vous êtes **identifiable**, dans un **lieu privé** ou dans un **lieu public** : vacances, événement familial, manifestation sportive, culturelle, religieuse...

L'image peut être diffusée via la presse, la télévision, un site internet, un réseau social...

Toutefois, **votre accord n'est pas nécessaire** pour diffuser certaines images, **sous réserve du respect de votre dignité**.

Par exemple :

- Image d'un groupe ou d'une scène de rue dans un lieu public si aucune personne n'est individualisée et dans la limite du droit à l'information.
- Image d'un événement d'actualité ou d'une manifestation publique dans la limite du droit à l'information et à la création artistique.
- Image d'une personnalité publique dans l'exercice de ses fonctions si le but de l'image est d'informer (un élu par exemple).
- Image illustrant un sujet historique.

A noter : vous avez aussi droit à la protection de votre image en tant que donnée personnelle. Dans ce cadre, vous pouvez demandar la suppression d'une photo sur un site internet. C'est ce qu'on appelle le droit à l'effacement ou *droit à l'oubli*.

Qui est concerné par le droit à l'image ?

Toute personne, célèbre ou anonyme, est protégée par le droit à l'image

Avant d'utiliser l'image d'un mineur, l'autorisation des parents (ou du responsable légal) doit obligatoirement être obtenue **par écrit**.

Il n'y a pas d'exception, y compris pour le journal et l'intranet d'une école.

Pour un groupe d'enfants, l'autorisation écrite des parents de chaque enfant est obligatoire.

Quelles sanctions en cas de non-respect du droit à l'image ?

Photographier ou filmer une personne dans un lieu privé ou transmettre son image, sans son accord, est sanctionné d'un an d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

Publier la photo ou la vidéo sans l'accord de la personne est sanctionné d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

AUTORISATION DE PRISE DE VUE

Ce document doit impérativement être complété et signé. Tous les champs sont obligatoires.

Je soussigné(e), PÈRE, MÈRE, REPRÉSENTANT LÉGal*
de né(e) le
domicilié(e)

Pour apporter de la visibilité sur la vie de la garderie de Cormoranche-Bey, l'équipe est amenée à effectuer des photographies destinées à être affichées dans les locaux et/ou des vidéos diffusées uniquement dans la garderie durant l'année 2021/2022. Aucune diffusion ne sera effectuée sur les réseaux sociaux.

- J'AUTORISE / JE N'AUTORISE PAS* la prise de photos sur lesquelles mon enfant pourrait apparaître et affichée dans la garderie.
- J'AUTORISE / JE N'AUTORISE PAS* la prise de vidéos sur lesquelles mon enfant pourrait apparaître.
- J'AUTORISE / JE N'AUTORISE PAS* la prise de photos sur lesquelles mon enfant pourrait apparaître et diffusée dans le bulletin municipal.

** Merci de barrer les mentions inutiles*

Fait à le

Signature (précédée de la mention " lu et approuvé ")